



CENTRE POUR LA GOUVERNANCE
DÉMOCRATIQUE BURKINA FASO

**ETUDE SUR LA CONFIANCE DES
CITOYENS A L'EGARD DES FORCES
DE DEFENSE ET DE SECURITE**

Septembre 2016

Le CGD

Remercie de manière particulière le NDI et ses partenaires
dont la contribution a permis la réalisation de cet ouvrage



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	8
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	9
INTRODUCTION	10
I. CONTEXTE DE L'ÉTUDE	13
I.1. CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE	13
I.2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	14
II. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET LIMITES DE L'ÉTUDE	15
II.1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	15
II.1.1. Revue documentaire et identification d'enquête mesurant le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS	15
II.1.2. Analyse quantitative des données	20
II.1.3. Collecte et analyse de données qualitatives auprès de personnes ressources indépendantes, d'organisations de la société civile, de partis politiques et des forces de défense et de sécurité (FDS)	26
II.2. LIMITES DE L'ÉTUDE	27
III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	28
III.1. CONFIANCE DES CITOYENS A L'ÉGARD DES FDS	28
III.1.1. Niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS	28
III.1.2. Evolution du niveau de confiance à l'égard des FDS	29
III.1.3. Caractéristiques des citoyens et confiance à l'égard des FDS	30
III.2. CAUSES D'UN MANQUE DE CONFIANCE DES CITOYENS À L'ÉGARD DES FDS	43
III.3. CONSÉQUENCES D'UN MANQUE DE CONFIANCE DES CITOYENS À L'ÉGARD DES FDS	43
IV. LEÇONS A RETENIR ET RECOMMANDATIONS POUR	

L'AMELIORATION DU NIVEAU DE CONFIANCE A L'EGARD DES FDS.....	44
IV.1. Leçons à retenir.....	44
IV.2. Recommandations.....	46
CONCLUSION.....	41
ANNEXES.....	42
ANNEXE 1: Termes de référence.....	43
ANNEXE 2: Principes d'échantillonnage Afrobaromètre.....	53
ANNEXE 3: Guide pour la collecte de données qualitatives.....	56
Annexe 4: Résultats supplémentaires de l'analyse des données des enquêtes Afrobaromètre.....	51

SIGLES ET ABREVIATIONS

C-	Centre
CGD	Centre pour la Gouvernance Démocratique
FAN	Forces Armées Nationale
FDS	Forces de Défenses et de Sécurité
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
NDI	Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales
OSC	Organisations de la Société Civile
PP	Parti Politique
TdR	Termes de Référence
ZD	Zone de dénombrement

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 01 : Recodage des variables confiance aux FDS.....	16
Tableau 02 : Construction de l'indicateur unique confiance aux FDS pour les enquêtes des Rounds 5 et 6	17
Tableau 03 : Liste des variables d'accompagnement.....	17
Tableau 04 : Confiance des citoyens burkinabè à l'égard des FDS en 2008, 2012 et 2015.....	22
Tableau 05 : Position relative des provinces en fonction du niveau de confiance en 2008, 2012 et 2015	24
Tableau 06 : Milieu de résidence et Confiance à l'égard des FDS en 2012 et 2015	27
Tableau 07 : Niveau d'éducation et Confiance à l'égard des FDS en 2008, 2012 et 2015.....	28
Tableau 08 : Proximité à un Parti Politique et confiance à l'égard des FDS.....	28
Tableau 09 : Confiance aux tribunaux et confiance à l'égard des FDS	29
Tableau 10 : FDS-Juges et magistrats impliqués dans des affaires de corruption et pas confiance aux FDS.....	30
Tableau 11 : Réduction de la criminalité par le gouvernement et confiance à l'égard des FDS.....	31
Tableau 12 : Situation économique actuelle du pays- Nourriture insuffisante pour manger à sa faim au cours des douze derniers mois- Manque de combustible pour la cuisson des repas au cours des douze derniers mois et confiance à l'égard des FDS	31
Tableau 13 : Crainte de subir un crime dans sa propre maison au cours des douze derniers mois (2015) et confiance à l'égard des FDS.....	32
Tableau 14 : Réception informations (2015) et confiance à l'égard des FDS....	33
Tableau 15 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2008.....	48
Tableau 16 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2012.....	48

Tableau 17 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2015.....	48
Tableau 18 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2008.....	49
Tableau 19 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2012.....	50
Tableau 20 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2015.....	51

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 01 : Confiance (en %) des citoyens burkinabè à l'égard des FDS 2015	21
Graphique 02 : Evolution du niveau de confiance (en %) des citoyens burkinabè à l'égard des FDS entre 2008 et 2015.....	22
Graphique 03 : Position relative des régions en fonction du niveau de confiance en 2008, 2012 et 2015	23
Graphique 04 : Milieu de résidence et Confiance à l'égard des FDS en 2012 et 2015 (en %).....	27
Graphique 05 : Crainte de subir un crime dans sa propre maison au cours des douze derniers mois (2015) et confiance à l'égard des FDS (en %).....	32
Graphique 06 : Réception informations (2015) et confiance à l'égard des FDS.....	34

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport aborde la confiance des citoyens burkinabè à l'égard des forces de défense et de sécurité (FDS). Cette étude commanditée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) s'inscrit dans la dynamique de compréhension et de l'amélioration des relations civilo-militaires d'une part, et d'autre part, envisage de poser la passerelle nécessaire à la collaboration.

Le but de cette étude est de cerner les logiques des comportements des acteurs civils et militaires empreints de confiance et/ou de défiance.

L'atteinte de ce but a nécessité le recours à des bases de données portant sur les opinions de citoyens ordinaires et à des analyses qui agrègent et offrent une meilleure lecture des statistiques.

Des enquêtes qualitatives auprès de personnes ressources ont permis d'approfondir les résultats des analyses statistiques.

La réalisation de cette étude a suivi la démarche suivante : une revue documentaire et l'identification d'enquête mesurant le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS ; une analyse quantitative des données ; une collecte et analyse de données qualitatives auprès de personnes ressources indépendantes, d'organisations de la société civile, de partis politiques et des forces de défense et de sécurité.

Des leçons apprises de cette étude, il ressort que :

- le déficit de confiance longtemps entretenu par l'opinion publique pour justifier des initiatives multiples d'auto-défense peut être relativisé au regard des statistiques. Qualitativement, la source de ces initiatives pourrait être recherchée dans les arcanes de la tutelle politique et/ou dans la poursuite d'intérêts égoïstes des initiateurs ;
- les résultats du niveau de confiance des populations à l'égard des FDS en fonction de la région et de la province mettent en lumière des paradoxes et si l'on s'attend à ce que les populations qui vivent dans les zones à niveau d'insécurité élevé soient celles qui font le moins confiance aux

FDS, l'analyse illustre que ce lien n'est pas toujours établi ;

- la confiance à l'égard des FDS est intimement liée à celle à l'égard de la justice

- Il existe une corrélation entre le sentiment que les FDS et/ou les acteurs de la justice (juges et magistrats) sont impliquées dans des affaires de corruption et la confiance à l'égard des FDS ;

- les conditions économiques difficiles notamment le sentiment que la situation économique du pays est mauvaise et l'indisponibilité de combustible pour la cuisson des repas peuvent porter un frein à la confiance à l'égard des FDS ;

- les personnes faisant le plus confiance aux FDS sont celles qui ne reçoivent pas des informations à travers la télévision, la presse écrite, internet et les réseaux sociaux.

Et pour renforcer la confiance des citoyens à l'égard des FDS, il faudrait entre autres : mettre en place un système de communication efficace pour rassurer les citoyens sur les missions des FDS ; assurer un accès équitable aux services des FDS ; créer des espaces de collaboration entre les FDS et les citoyens ; développer des initiatives programmatiques sur le secteur de la sécurité ; proscrire des attitudes de réappropriation privée de la force publique ; développer une attitude citoyenne de collaboration avec les FDS.

INTRODUCTION

La ligne de marche du Burkina Faso depuis le début du débat sur la modification de l'article 37 (à partir de 2006-2007) à maintenant est caractérisée par des mesures qui s'écartent des canaux classiques de règlement et de gestion de la chose publique.

Ainsi de plus en plus, face aux difficultés objectives et/ou subjectives rencontrées par l'Etat dans la résolution de questions relevant de sa souveraineté, des individus ou des groupes d'individus se sont octroyés des prérogatives plus que citoyennes (comme la sécurité et la justice) et bénéficient apparemment du soutien des populations à la base. Le cas des « Kogleweogo »¹ qui tirent leur soutien apparent sur la baisse de confiance des populations à l'égard des FDS quant à leur capacité à régler les questions de sécurité en est un exemple illustratif.

Ces observations semblent donc illustrer une baisse du niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS et mettent en évidence le doute qui apparaît sur la capacité des FDS à assurer leur rôle républicain qu'est la sécurité et la protection des biens et des personnes. Mais la nécessité de ne pas se limiter aux analyses des seuls intellectuels et experts intervenant à l'espace public s'avère un exercice de prudence. La meilleure mesure des opinions des populations sur la confiance qu'elles accordent aux FDS restent celles qui les interrogent elles-mêmes. Les enquêtes Afrobaromètre qui rendent disponibles les données sur le Burkina Faso sont apparues comme un instrument idéal de mesure de cette confiance des citoyens ordinaires à l'égard des FDS.

Le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD)² en droite ligne avec ces informations et dans la dynamique d'accroître le niveau de connaissance sur les règles appropriées en matière de sécurité au profit des acteurs œuvrant pour la protection des droits humains, des acteurs

¹ Comités de surveillance ou groupes d'auto-défense.

² Le Centre pour la Gouvernance Démocratique vise à promouvoir la gouvernance démocratique au Burkina Faso et en Afrique à travers la recherche appliquée, la formation, l'éducation et la facilitation du dialogue démocratique. Sa mission fondamentale est de promouvoir la gouvernance démocratique, c'est-à-dire les principes et les processus de la démocratie ainsi que les institutions de la bonne gouvernance.

Site web : <http://www.cgd-igd.org/>

politiques et de l'ensemble des citoyens burkinabè, a commandité cette étude. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre d'un programme initié avec l'appui de l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI)³ dont l'objectif global est de promouvoir une meilleure implication de tous les acteurs politiques en général et de la société civile en particulier dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Une bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité et de la défense est plus que nécessaire pour assoir un Etat fort, capable de protéger les citoyens et de mener des actions pour répondre à leurs aspirations ; une fragilité de l'Etat entraînant des résultats qui ne sont pas sans conséquences sur l'épanouissement des citoyens : production limitée de services publics, faible légitimité des institutions publiques, manque de perspective pour les jeunes, opposition croissante de nature à fragiliser le tissu économique du pays et de ralentir l'élan des investisseurs étrangers, etc. Les citoyens étant au cœur des actions de l'Etat et les FDS jouant un rôle clé dans la réduction de la fragilité de l'Etat, la recherche à mener dans cette étude sur la confiance que les citoyens ordinaires accordent aux FDS apparaît comme un exercice justifié. La confiance est vue sous l'angle de pouvoir croire aux FDS et accepter le risque de la dépendance. Elle peut se définir également comme « un certain niveau de probabilité subjective », ce qui devrait permettre aux individus de croire que les FDS accompliront ce qu'ils attendent d'elles.

La présente étude vise principalement à :

- présenter des statistiques sur le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS (le niveau de confiance des citoyens burkinabè et sa dynamique de 2008 à 2015 à l'égard des FDS. Le lien entre les caractéristiques des citoyens et le niveau de confiance à l'égard des FDS. La Comparaison/classification des régions et provinces du Burkina Faso en fonction de la confiance accordée par les citoyens aux FDS...)

³ L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation non gouvernementale qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde. Faisant appel à un réseau mondial d'experts volontaires, le NDI accorde un appui pratique aux leaders politiques et dirigeants de la société civile qui travaillent à l'établissement de valeurs et institutions démocratiques dans leurs pays.

- commenter et discuter le fondement théorique et/ou pratique des comportements politiques;
- Faire des recommandations en vue de leur prise en compte pour l'amélioration du niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS.

Conformément à ces objectifs décrits clairement dans les TdR, le présent rapport aborde (i) le contexte de l'étude, (ii) l'approche méthodologique utilisée et les limites de l'étude, (iii) les résultats obtenus, (iv) les fondements théorique et/ou pratique des comportements politiques, ainsi que (v) les leçons à retenir et recommandations pour l'amélioration du niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS.

I. CONTEXTE DE L'ETUDE

I.1. CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

La gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique est devenue, depuis quelques années, un sujet de recherche en vogue et une problématique centrale pour l'Etat et la société civile. La crise politico-militaire que traversent les Etats africains du Sahel illustre bien l'intérêt que présente la gouvernance de la sécurité.

La raison principale de l'insécurité en Afrique est l'effondrement des systèmes de gouvernance, dû pour une large part au favoritisme et à l'utilisation abusive des instruments gouvernementaux de coercition afin d'ancrer l'exclusion politique et social Au Burkina Faso, l'accroissement de la délinquance, le grand banditisme organisé, la criminalité en col blanc et la corruption qui gangrènent dangereusement l'appareil étatique, sont des défis auxquels le pays est appelé à faire face. Au-delà de ses défis internes, pour le Burkina Faso, sa position au cœur de l'Afrique de l'Ouest l'expose à de nombreuses menaces transfrontalières à savoir la corruption, le terrorisme, les prises d'otages, l'enrichissement illicite, le blanchiment d'argent, le développement des trafics de drogues et des

Il collabore avec les partisans de la démocratie partout dans le monde en vue de promouvoir l'action des organisations politiques et civiles, favoriser la tenue d'élections libres et encourager la participation des citoyens à la vie publique, la transparence et la responsabilité gouvernementale en matière de gestion publique.

Site web : <https://www.ndi.org/informez> vous sur le ndi

pierres précieuses ainsi que la cybercriminalité. Relever ces défis pour le Burkina Faso, c'est avant tout définir les rôles respectifs de l'Etat, du secteur de sécurité et des différents acteurs exerçant un contrôle démocratique, principalement de l'Assemblée nationale, de la justice et de la société civile. Les défis sécuritaires auxquels le pays fait face, justifient le besoin d'une gestion plus transparente, responsable et participative du secteur. C'est ainsi qu'avec l'appui de NDI, un programme a été initié par le CGD dont l'objectif global est de promouvoir une meilleure implication de tous les acteurs politiques en général et de la société civile en particulier dans la gouvernance du secteur de la sécurité.

En vue d'accroître le niveau de connaissance sur les règles appropriées en matière de sécurité au profit des acteurs œuvrant pour la protection des droits humains, des acteurs politiques et de l'ensemble des citoyens burkinabè, le CGD a commandité une **étude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité**. Cette étude tire ces justificatifs de l'idée que des FDS bénéficiant de la confiance des citoyens peuvent jouer un rôle important dans la construction d'un Etat fort, toute chose utile pour la production de services publics de qualité et de protection des biens et des personnes.

I.2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de l'étude est de réaliser, au compte du Centre pour la Gouvernance Démocratique, une étude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité en vue de :

- dresser des statistiques sur le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS (le niveau de confiance des citoyens burkinabè et sa dynamique de 2008 à 2015 à l'égard des FDS. Le lien entre les caractéristiques des citoyens et le niveau de confiance à l'égard des FDS. Comparaison/classification des régions et provinces du Burkina Faso en fonction de la confiance accordée par les citoyens aux FDS.)
- commenter et discuter le fondement théorique et/ou pratique des comportements politiques;
- Faire des recommandations en vue de leur prise en compte pour l'amélioration du niveau de confiance à l'égard des FDS.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE ET LIMITES DE L'ETUDE

II.1. APPROCHE METHODOLOGIQUE

II.1.1. Revue documentaire et identification d'enquête mesurant le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS

A. Aperçu sur les forces de défense et de sécurité au Burkina Faso

Les forces de défense et de sécurité (FDS) au Burkina Faso comprennent tout d'abord les forces armées, constituées de l'armée de terre, de l'air, la gendarmerie, la brigade nationale des sapeurs-pompiers et le groupement central des armées, et de l'ensemble des forces de police (nationale et municipale), et enfin des autres corps paramilitaires (douane, GSP, eaux et forêts). Toutes engagées dans une synergie pour le maintien de la sécurité du pays, chacune a sa particularité qui lui confère des rôles bien spécifiques.

A.1. Rôles des Forces armées nationales (FAN)

Conformément à la politique de défense et la loi portant organisation de la défense nationale quatre principales missions ont été dévolues aux FAN:

- la première mission est de garantir la sécurité, la souveraineté et l'intégrité du territoire national. S'il est vrai que des dispositions sur le plan international sont prises pour réduire les risques de conflits inter-Etats, il faut cependant se rendre à l'évidence que les menaces extérieures et intérieures contre la sécurité, la souveraineté et l'intégrité nationale sont toujours possibles, en attestent les conflits et guerres civiles observés dans la sous-région.

Les menaces contre la sécurité intérieure obligent les forces armées à apporter leur concours aux forces de sécurité publique pour lutter efficacement contre certains fléaux tels que le grand banditisme et la criminalité transfrontalière;

- La deuxième mission est celle qui consiste à participer au développement socio- économique national. Maillon essentiel de la nation, les FAN contribuent au développement socio-économique du pays à travers plusieurs actions, il s'agit entre autre :
 - de la construction d'infrastructures socio-économiques (routes, ponts, barrages, puits et forages, plaines aménagées) ;
 - de la réalisation de certains programmes nationaux de développement tels que « l'opération saaga »⁴;
 - de la fourniture de services à l'échelle nationale (santé, transport, éducation et formation) ;
- la troisième mission est de contribuer à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits en prenant part aux actions militaires humanitaires sous l'égide de l'ONU et des organisations régionales et sous- régionales. Les FAN ont participé à plusieurs opérations de maintien de la paix; le Togo, le Niger, la République centrafricaine et le Liberia entre autres ont abrité des contingents burkinabè dans le cadre du maintien de la paix;
- la quatrième mission consiste à prendre, en matière de protection civile, les mesures de prévention et de secours que requièrent en toutes circonstances, la sauvegarde des populations et la protection des biens (catastrophe, risque majeur de toute nature).
Cependant, il faut noter que la Gendarmerie nationale burkinabè est aussi une force de sécurité publique militaire au Burkina Faso. Elle est chargée de :
 - veiller à la sécurité publique ;
 - veiller à l'exécution des lois des règlements ;
 - assurer le maintien de l'ordre.
 En cas d'Etat de siège ou de guerre, elle participe à la défense opérationnelle du territoire sous l'autorité du chef d'État-Major Général des Armées.

⁴ L' "Opération Saaga" conduite par des experts burkinabè eux même fait suite à une opération similaire lancée pour la première fois en 1998 par des experts marocains et consiste à utiliser des avions pour déverser des produits chimiques dans les nuages afin de provoquer de la pluie. "Saaga" signifie la pluie dans les langues locales.

A.2. Rôles de la police et de gendarmerie en matière de compétence territoriale

La **police** et la **gendarmerie** ont compétence sur l'ensemble du territoire national pour l'exécution de leurs activités de police. Mais un règlement d'administration précise toutefois les zones de compétences territoriales respectives en fonction des spécificités propres à chaque force de sécurité.

La compétence territoriale de la **police municipale** est circonscrite aux limites communales donc des compétences d'attributions. Elle veille également à l'exécution des mesures relevant du pouvoir de police du maire en matière de sûreté, de salubrité et de tranquillité publique.

La **police nationale** quant à elle assure des missions de police administrative, de police judiciaire et de défense civile. A ce titre elle est chargée de :

- veiller à l'observation des mesures réglementaires en matière de sécurité, de salubrité et de sûreté ;
- assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public ;
- délivrer des documents administratifs définis par la loi et les règlements;
- assister les administrations ;
- assurer la surveillance du territoire, la protection des institutions, des populations et des biens ;
- exécuter des activités de police judiciaire conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

Le Burkina Faso a adopté en 2005 un plan d'action de mise en œuvre d'une **police de proximité**, un concept de police élaborée pour faire face à la montée galopante de l'insécurité et du grand banditisme.

La **gendarmerie nationale**, outre ses missions militaires de défense nationale et de police militaire, assure aussi les mêmes missions de police administrative et de police judiciaire, et de défense civile que la police nationale.

A.3. Rôles des autres corps paramilitaires

- La mission de la **douane** consiste essentiellement en l'élaboration et en l'application de la législation douanière et à percevoir des droits et taxes y afférents. Aussi, l'administration des douanes du Burkina contribue à la sécurité du territoire à travers trois (03) missions que sont la mission fiscale, la mission économique et l'appui à d'autres administrations.
- La **Garde de Sécurité Pénitentiaire (GSP)** est chargée d'appliquer les lois et règlements relatifs à la sécurité dans les établissements pénitentiaires. Au-delà de la mission de sécurité publique qui est d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire, la GSP contribue aux côtés des forces de défense et de sécurité à la protection des institutions républicaines, à l'instauration de la sûreté de l'Etat, de la paix et de la tranquillité au Burkina Faso. Elle participe en outre à l'exécution des peines privatives de liberté.
- Le personnel des **eaux et forêts** a pour mission de veiller sur l'ensemble de la faune et de la flore du territoire.

Dans un monde où les outils de l'information sont très indispensables pour communiquer et effectuer divers échanges, un renforcement de la cyber sécurité s'impose. C'est dans ce sens que l'Etat burkinabè a décidé de renforcer les capacités opérationnelles d'intervention de l'Etat en créant un **groupe d'intervention rapide** qui a pour objectif d'être en mesure d'intervenir sur les systèmes d'information de l'Etat et des opérateurs critiques pour réaliser trois grandes missions :

- rechercher et détecter les compromissions ;
- superviser les opérations de traitement d'incident ou de reconstruction des systèmes ;
- porter assistance aux alliés en cas de crise informatique.

B. Analyse du politique burkinabè sur les questions de la sécurité

De façon générale, les candidats aux élections ces cinq dernières années ont

abordé la question de manière différenciée :

- En 2010, le programme du candidat sortant Blaise Compaoré envisageait la rubrique sécuritaire sous le prisme de la solidarité internationale (envoi de troupes sur les zones à risques, protection des frontières...);
- En 2015, l'ensemble des candidats appelés à briguer le mandat présidentiel ont longuement argumenté sur la sécurité intérieure et extérieure face à la menace djihadiste mais l'on peut regretter dans l'ensemble un manque de systématisation des mécanismes opérationnels de sécurisation tant dans la prévention et la protection que dans la défense réelle (déficiency des moyens logistiques et humains).

A l'occasion des dernières élections municipales (22 mai 2016), la sécurité, tout en restant un enjeu de gouvernance, n'a pas été un sujet maîtrisé et portable par les candidats. Mieux, ceux-ci ont entretenu des postures déconcertantes à l'égard des groupes d'auto-défense qui recrutaient et s'organisaient parallèlement aux systèmes légaux et légitimes.

C. Instrument de mesure du niveau de confiance des citoyens à l'égard des institutions (les FDS en particulier)

Le meilleur instrument de mesure de l'opinion publique (opinion des citoyens ordinaires) en général et de celle sur la confiance que les citoyens accordent aux institutions en particulier est sans doute le sondage. Comme le note Loïc Blondiaux : « Les sondages ont réussi à acquérir le monopole de l'énonciation de l'opinion publique. Eux seuls peuvent aujourd'hui prétendre dire ce que pense « l'Opinion ». La crédibilité et la légitimité des sondages reposent sur au moins trois solides piliers :

- ils se présentent comme une technique objective et s'auréole du prestige associé aux sciences mathématiques ;
- ils ont su très tôt se ranger du côté de la démocratie, se définir comme « la voix du peuple », le plus sûr moyen de court-circuiter les élites, les savants, les experts. Dès lors, critiquer les sondages, c'est critiquer la démocratie;
- ils ont réussi à prévoir le résultat d'élections décisives, et donné des gages de leur efficacité sociale. Ils peuvent alors tirer profit de ce prestige symbolique sur des terrains extérieurs à l'élection.

D. Enquêtes d'opinion et mesure du niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS

L'une des tâches du consultant était l'identification des données/enquêtes d'opinion qui permettront de mesurer et d'analyser la confiance des citoyens ordinaires à l'égard des FDS. Le choix a été porté sur les données Afrobaromètre et cela pour les raisons suivantes :

- elles sont accessibles car collectées par la structure commanditaire de l'étude : le CGD ;
- leur méthodologie utilise celle des enquêtes probabilistes et permet donc d'avoir des résultats qui peuvent être extrapolés au niveau national. Elles permettent ainsi de mesurer l'option de l'ensemble des burkinabè ;
- elles prennent en compte des variables mesurant la confiance des citoyens à l'égard des FDS ;
- elles sont dynamiques car collectées trois (03) fois au Burkina Faso (2008, 2012 et 2015) et permettent d'analyser l'évolution des indicateurs de confiance des citoyens à l'égard des FDS.

II.1.2. Analyse quantitative des données

A. Présentation des données Afrobaromètre

Afrobaromètre est un projet d'enquête et de recherche, non partisan, dirigé en Afrique, qui mesure les attitudes des citoyens sur la démocratie et la gouvernance, l'économie, la société civile, et d'autres sujets. Il est le leader mondial dans les projets de recherche sur les questions qui affectent les citoyens ordinaires des pays couverts et mène actuellement des enquêtes dans plus de 30 pays africains.

Les sujets principaux abordés par les enquêtes d'Afrobaromètre sont regroupés autour des thématiques suivantes : panafricanisme et régionalisme, conflit et criminalité, démocratie, élections, égalité des sexes, gouvernance, identité, macro-économie et marchés, participation politique, pauvreté, services publics, capital social, tolérance. A ces sujets principaux s'ajoutent des indicateurs spéciaux qui traitent de l'accès à la justice, de la citoyenneté, de la Chine et de l'approvisionnement en énergie.

La méthodologie des enquêtes Afrobaromètre est basée sur un

échantillon nationalement représentatif des citoyens adultes : l'ensemble des répondants sont aléatoirement sélectionnés et chaque adulte a une chance égale d'être sélectionné. Les interviews sont conduites dans la langue de choix du répondant et un instrument/questionnaire d'enquête standard est utilisé pour les différents rounds et pour tous les pays permettant des comparaisons intra-pays à travers le temps.

Le Burkina Faso dont le partenaire national du Projet Afrobaromètre est le CGD, a participé à trois éditions des enquêtes (2008 : Round 4, 2012 : Round 5 et 2015 : Round 6) et pour chaque édition 1.200 adultes ont été enquêtés. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Le travail de terrain pour le 6^e Round a été effectué du 20 avril au 6 mai 2015.

B. Préparation des données Afrobaromètre

Afin de mener à bien les analyses de données conformément aux objectifs fixés par les TDR, un certain nombre d'aménagements ont été nécessaires dans les bases de données de 2008, 2012 et 2015. Ces aménagements ont touché les aspects suivants :

La variable dépendante : confiance aux FDS

La variable dépendante dans cette étude étant la confiance que les citoyens font aux FDS, il fallait l'identifier ou la construire en fonction des variables disponibles dans les questionnaires. Si pour les enquêtes de 2008, elle peut être représentée par la variable «**Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler : la police / gendarmerie ?**», pour celles de 2012 et 2015, elle était à construire car étant représenté par deux variables à savoir «**Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler : La police ?**» et «**Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler : L'armée ?**».

Les différentes options de réponses pour ces questions étaient : Pas du tout, Juste un peu, Partiellement confiance, Très confiance, Ne sais pas / N'en ai pas entendu.

Dans un premier temps, des regroupements/recodage suivant les options suivantes ont été nécessaires pour la construction de la variable confiance aux FDS :

Tableau 01 : Recodage des variables confiances aux FDS	
Dans le questionnaire	Indicateur confiance aux FDS
Pas du tout et Juste un peu	Pas confiance
Partiellement confiance et Très confiance	Confiance
Ne sais pas / N'en ai pas entendu.	Ne sait pas

Par la suite, la démarche de construction de l'indicateur unique « confiance aux FDS » pour les enquêtes des Rounds 5 et 6 est décrite dans le tableau ci-dessous et ces valeurs sont représentées par les cellules du croisement entre la confiance à la police et celle à l'armée :

Tableau 02 : Construction de l'indicateur unique confiance aux FDS pour les enquêtes des Rounds et 6 Armée				
		Pas confiance	Confiance	Ne sait pas
	Pas confiance	Pas confiance	Confiance	Pas confiance
	Confiance	Confiance	Confiance	Confiance
	Ne sait pas	Pas confiance	Confiance	Ne sait pas

Les variables d'accompagnement

Un certain type de variables qui pourraient a priori expliquer la confiance à l'égard des FDS ont été identifiées et réaménagées pour accompagner les analyses du rapport. Il s'agit des variables suivantes regroupés en six (06) groupes que sont : Caractéristiques sociodémographiques, Confiance justice corruption et réduction de la criminalité, Conditions économiques,

Sentiment d'insécurité et insécurité vécue, Canaux de réception d'informations.

Tableau 03 : Liste des variables d'accompagnement	
Nom de la variable après réaménagement	Libellés de la variable
Caractéristiques sociodémographiques	
REGION	Région
PROVINCE	Province
AGE	Age
SEXE	Sexe
MRESIDENCE	Milieu de résidence
EDUCATION	Niveau d'éducation
DISPO_PPOLICE	Poste de police à proximité
VU_PVEHICULES	Des policiers ou des véhicules de police à proximité
VU_AVEHICULES	Des militaires ou des véhicules de l'armée à proximité
PROCHE_PP	Se sent proche d'un parti politique
Confiance Justice corruption et réduction de la criminalité	
CONFIANCE_TRIBUNAUX	Confiance aux tribunaux
CORRUPTION_FDS	Police impliquée dans des affaires de corruption
CORRUPTION_JUSTICE	Juges et magistrats impliqués dans des affaires de corruption

GOV_REDUC_CRIM	Réduction de la criminalité par le gouvernement actuel
Conditions économiques	
SITUA_ECO_PAYS	Description de la situation économique actuelle du pays
PROP_COND_VIEACTU	Description de vos propres conditions de vie actuelles
NOURRITURE_INSUFFISANTE	Nourriture insuffisante pour manger à sa faim au cours des 12
MANQUE_EAU	Manque d'eau potable pour les besoins domestiques au cours des 12 derniers mois
MANQUE_MEDICAMENTS_SOINS	Manque de médicaments ou de soins médicaux au cours des 12 derniers mois
MANQUE_COMBUSTIBLE	Manque de combustible pour la cuisson des repas au cours des 12 derniers mois
MANQUE_ARGENT	Manque d'argent au cours des 12 dern
Sentiment d'insécurité et insécurité vécue	
SENT_INSECU_QUARTIER	Pas sentis en sécurité dans le quartier au cours des 12 derniers mois
SENT_INSECU_MAISON	Craint de subir un crime dans votre propre maison au cours des 12 derniers mois

VICTIME_VOL_MAISON	Vous ou un membre de votre famille quelque fois victime de vols dans votre maison au cours des 12 derniers mois
VICTIME_AGRESS_PHYSIQUE	Vous ou un membre de votre famille physiquement agressé au cours des 12 derniers mois
Canaux de réception d'informations	
RECEP_INFO_RADIO	Réception info provenant de: Radio
RECEP_INFO_TV	Réception info provenant de: Télévision
RECEP_INFO_PRESSE_ECRITE	Réception info provenant de: Presse écrite
RECEP_INFO_INTERNET	Réception info provenant de: Internet
RECEP_INFO_RS	Réception info provenant de: Les médias sociaux tels que Facebook ou Twitter

C. Analyse des données

Une fois les données préparées, elles sont prêtes pour les analyses dont le plan a suivi les instructions mentionnées dans les TDR.

Deux types d'analyses ont été principalement faites en utilisant le logiciel STATA. Il s'agit :

- des analyses descriptives uni variées: l'objectif de ces analyses était de dresser les fréquences des variables confiance à l'égard des FDS des années 2008, 2012 et 2015;
- des analyses descriptives bi-variées : l'objectif de ces analyses était d'identifier pour chaque année, les résultats croisés entre la confiance à

l'égard des FDS et les variables des groupes caractéristiques sociodémographiques, Confiance justice corruption et réduction de la criminalité, conditions économiques, Sentiment d'insécurité et insécurité vécue, Canaux de réception d'informations.

Ces analyses croisées ont été accompagnées par un test du khi-carré dont l'interprétation de la statistique⁵ permet de déduire une relation de dépendance entre la variable confiance à l'égard des FDS et chacune des autres variables. Les résultats qui seront présentés dans le rapport portent seulement sur les analyses croisées avec relation de dépendance entre les deux variables croisées.

Par ailleurs des analyses supplémentaires ont été faites uniquement sur les données de 2015.

Ces analyses avaient pour objectif de faire ressortir les liens entre la confiance à l'égard des FDS et d'autres paramètres liés aux conditions économiques des populations, aux sentiments d'insécurité et à l'insécurité vécue par les populations et aux canaux d'informations par lesquelles elles s'informent.

La présentation des résultats s'est faite sous forme de tableaux et de graphiques.

II.1. 3. Collecte et analyse de données qualitatives auprès de personnes ressources indépendantes, d'organisations de la société civile, de partis politiques et des forces de défense et de sécurité (FDS)

Une collecte de données qualitatives auprès de personnes ressources indépendantes, d'organisations de la société civile, de partis politiques et des FDS a été nécessaire et a abordé entre autres les points suivants : justification de la confiance élevée des citoyens à l'égard des FDS, les facteurs qui peuvent freiner la confiance des citoyens à l'égard des

⁵ Si le p-value ou probabilité critique est inférieur au seuil théorique de 5 % retenu pour cette étude, on en déduit une relation de dépendance entre les deux variables croisées

FDS, les conséquences qui peuvent subvenir du manque de confiance des citoyens à l'égard des FDS, les recommandations aux différents acteurs pour renforcer la confiance des citoyens à l'égard des FDS, etc

Ces données, à travers leur analyse, sont venues en explication et justification plus approfondies des résultats de l'analyse quantitative et ont tenté de mettre en lumière les causes et les conséquences d'un manque de confiance des citoyens à l'égard des FDS. Elles ont également aidé à discuter des fondements théorique et/ou pratique des comportements politiques et à formuler des recommandations visant à améliorer/renforcer la confiance des citoyens à l'égard des FDS.

II.2. LIMITES DE L'ETUDE

1- La période de collecte des données pour mesurer la confiance des citoyens à l'égard des FDS située bien avant l'avènement des Koglewego et des attaques terroristes qui ont, vraisemblablement, ont remis la question de la sécurité et de la défense avec acuité sur la place publique. Idéalement et compte tenu des événements survenus après la collecte des données Afrobaromètre de 2015 (coup d'Etat, attaques terroristes, etc), il aurait été plus méthodique de collecter de nouvelles données. Mais la collecte quantitative des données auprès des citoyens est très coûteuse et le budget alloué à l'étude, ajouté au temps disponible pour la production du rapport apparaissaient insuffisants pour s'engager sur un tel chantier.

2- L'outil même qui a été utilisé dans ce rapport pour mesurer la confiance des citoyens ordinaires à l'égard des FDS qu'est le sondage pourrait présenter des limites objectives qu'il convient de relever. Ainsi, même si toutes les précautions sont prises en matière de taille et de représentativité de l'échantillon, de conception des instruments de collecte et d'administration des enquêtes, l'opinion réelle des répondants est difficile à vérifier. En effet, une confiance déclarée n'a rien à voir parfois avec ce que l'on pense réellement. Comment être sûr que les personnes qui répondent sont sincères ?

3- La mesure du niveau de confiance des citoyens à l'égard des

FDS est extrêmement difficile. Certaines opinions peuvent apparaître comme des trompe l'œil, dès lors qu'elles reposent sur des points de vue personnels, l'individu étant le seul à savoir réellement laquelle opinion est vraie.

Les domaines de la sécurité et de la défense restent sensibles dans des pays comme le Burkina Faso. Pour approfondir certaines analyses, il était nécessaire d'avoir l'avis de certains responsables des FDS, ce qui n'a pas été facile compte tenu de la culture du secret développée à leur niveau.

III. PRESENTATION DES RESULTATS

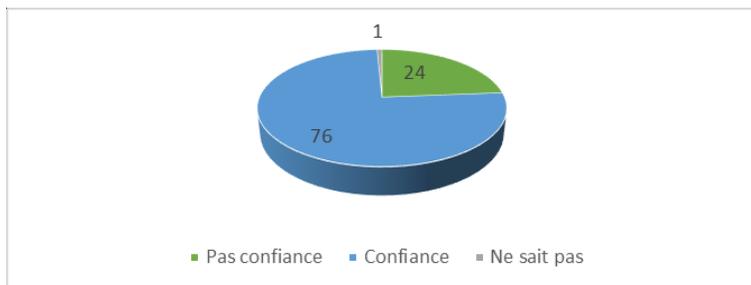
III.1. CONFIANCE DES CITOYENS A L'EGARD DES FDS

III.1.1. Niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS

Résultat clé : Un niveau de confiance à l'égard des FDS élevé

Les Burkinabè ont une confiance élevée aux FDS. En effet, les résultats des dernières enquêtes Afrobaromètre (Round 6) illustrent que 3 citoyens sur 4 (75%) font confiance aux FDS. Ainsi en prenant en compte des paramètres nouveaux survenus après l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 comme la montée du terrorisme et de l'insécurité au Burkina Faso, les populations maintiennent leur confiance aux FDS dans une grande majorité.

Graphique 01 : Confiance (en %) des citoyens burkinabè à l'égard des FDS 2015



III.1.2. Evolution du niveau de confiance à l'égard des FDS

Résultat clé : Une évolution en dents de scie du niveau de confiance à l'égard des FDS entre 2008 et 2015

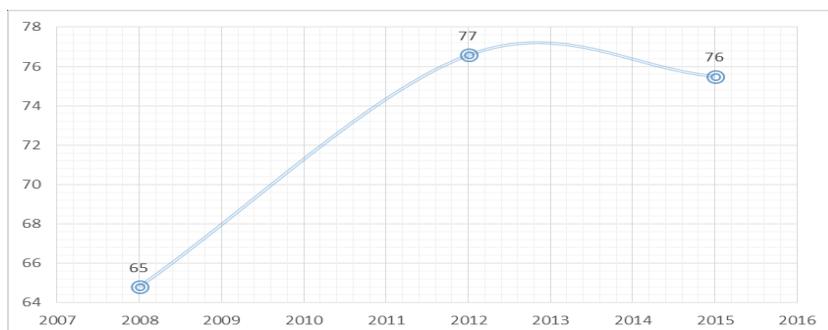
La comparaison des résultats de 2015 sur la confiance à l'égard des FDS à ceux de 2008 et de 2012 montre que le niveau de confiance des Burkinabè à l'égard des FDS a évolué en dents de scie entre 2008 et 2015. En effet, les résultats des enquêtes Afrobaromètre montrent qu'en 2008, 65% des Burkinabè affirmaient faire confiance aux FDS. En 2012, ce niveau a augmenté de 12 points pour atteindre 77% et en 2015, il a baissé d'un point et régressé à 76%.

Tableau 04 : Confiance des citoyens burkinabè à l'égard des FDS en 2008,

en pourcentage

	ANNEE		
	2008	2012	2015
Pas confiance	28	20	24
Confiance	65	77	76
Ne sait pas	7	4	1
Total	100	100	100

Graphique 02 : Evolution du niveau de confiance (en %) des citoyens burkinabè à l'égard des FDS entre 2008 et 2015



III.1.3. Caractéristiques des citoyens et confiance à l'égard des FDS

A. Caractéristiques sociodémographiques et confiance à l'égard des FDS

Résultat clé :

✓ Des niveaux de confiance à l'égard des FDS élevés dans chaque région, province, mais avec des variations constatées par rapport au niveau national de confiance ; Les populations rurales faisant plus confiance aux FDS que celles urbaines ;

✓ Les citoyens qui n'ont pas d'enseignement formel ou qui ont juste un enseignement informel comme éducation reçue faisant plus confiance aux FDS que ceux ayant au moins le niveau primaire

Région

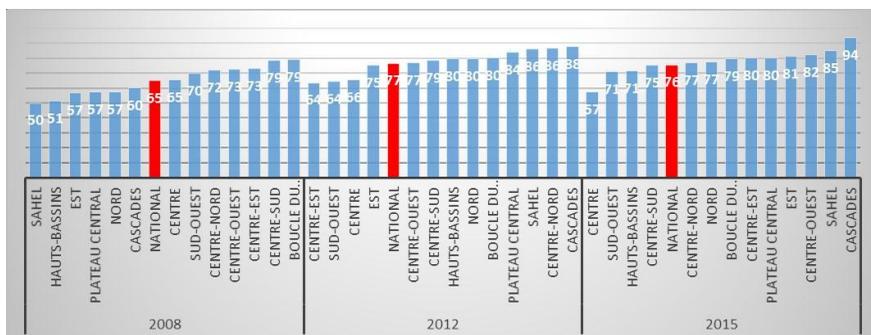
L'analyse croisée entre la confiance à l'égard des FDS et la région en 2015 montre que si pour toutes les régions du Burkina Faso, la majorité des populations font confiance aux FDS, force est de constater que ce niveau de confiance varie d'une région à l'autre. Ainsi, par rapport au niveau de confiance

national, les régions du Centre, du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins et du Centre-Sud enregistrent des niveaux de confiance moins élevés.

En 2012, les régions du Centre-Est, du Sud-Ouest, du Centre et de l'Est enregistraient les niveaux de confiance moins élevés et en 2008 c'était celles du Sahel, des Hauts-Bassins, de l'Est, du Plateau central, du Nord et des Cascades qui enregistraient les niveaux de confiances moins élevés.

Ces résultats illustrent que le lien entre zone d'insécurité élevée et faible confiance à l'égard des FDS n'est pas toujours établi. Les régions de l'EST et du CENTRE-NORD sont les deux premières zones les plus dangereuses au Burkina Faso en terme d'insécurité vue sous l'angle des attaques à mains armées, des agressions, des cambriolages, des vols de bétail enregistrés, mais enregistrent des niveaux de confiance à l'égard des FDS supérieurs à celui du niveau national.

Graphique 03: Position relative des régions en fonction du niveau de confiance en 2008, 2012 et 2015



Province

Une analyse du niveau de confiance des populations à l'égard des FDS en 2015 en fonction de la province illustre que pour toutes les provinces retenues pour l'étude, la majorité des enquêtées font confiance aux FDS. Les provinces du NAHOURI et du KADIOGO enregistrent néanmoins les niveaux de confiance les moins élevés et celles du NAMENTENGA et de la KOMPIENGA, les niveaux de confiance les plus élevés.

Tableau 05: Position relative des provinces en fonction du niveau de confiance en 2008, 2012 et 2015

en pourcentage					
2008	2012	2015			
Province	% Confiance	Province	% Confiance	Province	% Confiance
LOUDALAN	38	SANGUIE	59	NAHOURI	56
GOURMA	42	BOULGOU	63	KADIOGO	57
KENEDOUGOU	44	KOURITENGA	63	ZONDOMA	63
SOUM	50	NAYALA	63	HOUET	65

TAPOA	50	NOUMBIEL	63	LOROUM	67
ZONDOMA	50	PONI	63	BAM	69
GANZOURGOU	53	TUY	63	IOBA	69
PASSORE	53	KADIOGO	66	KOSSI	72
HOUET	54	IOBA	69	SANMATENGA	73
TUY	54	KOULPELGO	69	PONI	75
SENO	56	LOROUM	69	SOUROU	75
YAGHA	56	TAPOA	71	NATIONAL	76
PONI	59	GNAGNA	75	GNAGNA	77
COMOE	60	GOURMA	75	TUY	78
YATENGA	60	KOMPIENGA	75	GANZOURGOU	78
BAM	63	KOURWEOGO	75	BOULKIEMDE	79
GNAGNA	63	LOUDALAN	75	BOULGOU	80
SISSILI	63	ZIRO	75	BAZEGA	81
NATIONAL	65	ZOUNDWEOGO	75	KOURITENGA	81
BOULGOU	65	NATIONAL	77	LOUDALAN	81
KADIOGO	65	BANWA	78	YATENGA	81
ZIRO	67	MOUHOUN	78	GOURMA	83
OUBRITENGA	69	BAZEGA	79	OUBRITENGA	83
SANGUIE	71	YATENGA	79	SOUM	83
SANMATENGA	71	HOUET	80	ZOUNDWEOGO	83
BANWA	75	BAM	81	BANWA	88
KOMPIENGA	75	KOSSI	81	KENEDOUGOU	88
KOULPELGO	75	NAHOURI	81	MOUHOUN	88

LOROUM	75	OUBRITENGA	81	SANGUIE	88
MOUHOUN	75	SOUROU	81	SISSILI	88
SOUROU	75	SANMATENGA	82	PASSORE	91
ZOUNDWEOGO	75	PASSORE	83	COMOE	94

NB :

La méthode d'échantillonnage Afrobaromètre n'utilise pas la province comme strate. De ce fait, dans la procédure de tirage aléatoire des unités primaires ou Zone de dénombrement (ZD) en fonction des strates Région et Milieu de résidence, toutes les provinces ne sont pas forcément retenues. Les résultats du niveau de confiance par province pour chaque année porte uniquement sur les provinces retenues dans l'échantillon.

Milieu de résidence

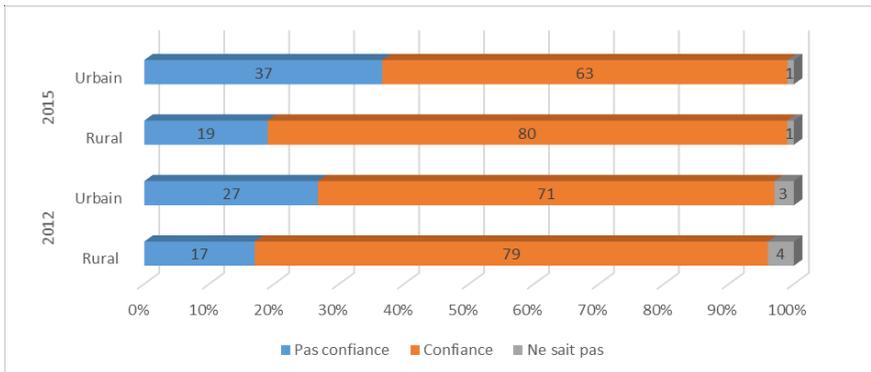
Le champ géographique d'action des « Kogleweogo » couvre en grande partie le monde rural. L'argument de l'émergence de ces groupes d'auto-défense étant une prise de responsabilité des citoyens sur les questions de sécurité face à l'échec et au déficit de confiance à l'égard des FDS, l'on s'attend à ce que les populations rurales sont celles qui font le moins confiance aux FDS.

L'analyse des données Afrobaromètre illustre des différences de niveau de confiance à l'égard des FDS entre les populations urbaines et rurales en 2015, mais aussi en 2012 et les résultats montrent que les populations rurales font plus confiance aux FDS que celles urbaines : respectivement 80% contre 63% pour 2015 et 79% contre 71% pour 2012.

Tableau 06 : Milieu de résidence et Confiance à l'égard des FDS en 2012 et 2015

en pourcentage				
	2012		2015	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain
Pas confiance	17	27	19	37
Confiance	79	71	80	63
Ne sait pas	4	3	1	1
Total	100	100	100	100

Graphique 04 : Milieu de résidence et Confiance à l'égard des FDS en 2012 et 2015 (en %)



Niveau d'éducation

Une analyse du lien entre le niveau de d'éducation et la confiance à l'égard des FDS montre que pour les trois (03) rounds des enquêtes Afrobaromètre, ce sont les individus qui n'ont pas d'enseignement formel ou qui ont juste un enseignement informel comme éducation reçue qui font plus confiance aux FDS que ceux ayant au moins le niveau primaire.

- En 2008, ils étaient 65% parmi ceux-là qui faisaient confiance aux FDS contre 64% parmi ceux ayant au moins le niveau primaire ;
- En 2012, ils étaient 81% qui faisaient confiance aux FDS contre 70%

parmi ceux ayant au moins le niveau primaire ;

- En 2015, ils étaient 79% parmi ceux-là qui faisaient confiance aux FDS contre 69% parmi ceux ayant au moins le niveau primaire

Tableau 07 : Niveau d'éducation et Confiance à l'égard des FDS en 2008, 2012 et 2015

en pourcentage

	2008		2012		2015	
	Non ⁶	Oui ⁷	Non	Oui	Non	Oui
Pas confiance	26	33	14	29	20	30
Confiance	65	64	81	70	79	69
Ne sait pas	9	3	5	1	1	1
Total	100	100	100	100	100	100

Proximité avec un Parti Politique (PP)

L'analyse des données Afrobaromètre de 2008, 2012 et 2015 fait ressortir des corrélations entre la proximité à un PP et la confiance accordée aux FDS.

Si en 2015, la majorité des enquêtés faisant confiance aux FDS n'étaient pas proche d'un parti politique, en 2008 et en 2012 par contre, ils étaient pour la majorité proches d'un parti politique.

Tableau 08 : Proximité à un Parti Politique et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

Confiance à l'égard des FDS	Proche d'un PP					Total
		Non	Oui	Refus de répondre	Ne sait pas	
	2008	47	50	1	3	100
	2012	30	66	1	3	100
	2015	62	36	1	2	100

B. Justice, corruption, réduction de la criminalité et confiance à l'égard des FDS

Résultat clé : L'existence d'un lien positif entre la confiance à l'égard des FDS et la confiance aux tribunaux ;

- ✓ La corruption au sein des FDS et des acteurs de justice, un frein à la construction de la confiance à l'égard des FDS ;
- ✓ Le sentiment de performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité favorisant la confiance à l'égard des FDS.

Confiance aux tribunaux

Les deux départements les plus impliqués dans les questions concernant la sécurité intérieure sont ceux de la sécurité et de la justice. L'un des arguments souvent utilisés pour justifier les règlements de questions judiciaires dans un cadre autre que celui de la république est que même si les FDS font leur travail, les « délinquants » sont vite libérés par la justice et reprennent leurs activités. L'on s'attend ainsi à ce qu'il y ait un lien entre la confiance à l'égard des FDS et celle à l'égard des tribunaux ou acteurs de la justice.

L'analyse des données Afrobaromètre montre qu'une forte majorité des populations (plus de 4 individus sur 5) qui font confiance aux FDS pour les années 2008, 2012 et 2015 font également confiance aux tribunaux et vice-versa : les individus ne faisant pas confiance aux tribunaux ne font pratiquement pas confiance aux FDS.

Cela illustre que les conditions pour une confiance des citoyens à l'égard des FDS passeront par une confiance à l'égard de la justice.

⁶ Non= Pas enseignement formel/Enseignement informel

⁷ Oui= Au moins le niveau primaire

Tableau 09 : Confiance aux tribunaux et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

		Confiance aux tribunaux				
Confiance à l'égard des FDS	2008		Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
		Pas confiance	28	66	6	100
		Confiance	5	89	6	100
		Ne sait pas	4	17	79	100
	2012		Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
		Pas confiance	31	61	8	100
		Confiance	5	88	7	100
		Ne sait pas	2	16	82	100
	2015		Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
		Pas confiance	48	48	4	100
		Confiance	16	82	3	100
		Ne sait pas	11	11	78	100

FDS et justice impliquées dans des affaires de corruption

Selon toute logique, un niveau élevé de corruption (perçu ou réel) au niveau des FDS et des acteurs impliqués en aval des interventions de ces derniers que sont les acteurs de la justice devrait se traduire en un constat de manque de confiance.

L'image que les FDS et les acteurs de la justice sont impliqués dans des affaires de corruption a effectivement une corrélation négative sur la confiance à l'égard des FDS pour toutes les trois années 2008, 2012 et

2015.

Ainsi, lorsqu'on ne considère que les enquêtés qui ne font pas confiance aux FDS :

- Plus de 4 personnes parmi elles sur 5 pensent que les FDS sont impliquées dans des affaires de corruption.
- Plus de 3 personnes parmi elles sur 4 affirment que les acteurs de la justice sont impliqués dans des affaires de corruption.

Tableau 10 : FDS-Juges et magistrats impliqués dans des affaires de corruption et pas confiance aux FDS

en pourcentage

Pas Confiance aux FDS	Année	FDS impliquées dans des affaires de corruption				Juges et Magistrats impliqués dans des affaires de corruption			
		Non	Oui	Ne sait pas	Total	Non	Oui	Ne sait pas	Total
	2008	6	85	8	100	9	76	15	100
	2012	4	87	9	100	8	75	17	100
	2015	6	91	3	100	6	89	5	100

Réduction de la criminalité par le gouvernement

Les performances du gouvernement en matière de réduction de la criminalité devrait en toute cohérence rehausser la confiance des citoyens à l'égard des acteurs principaux chargés de la lutte contre ces phénomènes. Si en 2015, il n'y a pas de lien significatif entre le sentiment que le gouvernement fait bien ou mal en matière de réduction de la criminalité et la confiance à l'égard des FDS, en 2008 et 2012, les résultats des enquêtes illustrent un lien significatif et positif et les individus qui faisaient confiance aux FDS sont ceux-là qui pensaient que le gouvernement fait bien en matière de réduction de la criminalité.

Tableau 11: Réduction de la criminalité par le gouvernement et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

	Réduction de la criminalité par le gouvernement				Total
		Mal	Bien	Ne sait pas	
Confiance à l'égard des FDS	2008	44	49	7	100
	2012	39	51	10	100

E. Conditions économiques, Sentiment d'insécurité et insécurité vécue, canaux de réception d'informations et confiance à l'égard des FDS en 2015 Conditions économiques

Un regard croisé entre les facteurs en rapport avec les conditions économiques des enquêtés et la confiance à l'égard des FDS illustre un lien entre la confiance à l'égard des FDS et les conditions économiques lorsque l'on aborde spécifiquement les questions sur la situation économique actuelle du pays, sur la disponibilité de nourriture suffisante pour manger à sa faim et sur la disponibilité de combustible pour la cuisson des repas au cours des douze derniers:

- Les répondants du Round 6 des enquêtes Afrobaromètre qui pensent que la situation économique actuelle du pays va bien font plus confiance aux FDS (79%) que ceux pensant que économiquement le pays va mal (74%) ;
- Les individus n'ayant pas été en manque de combustible pour la cuisson des repas au cours des douze derniers mois font plus confiance aux FDS (79%) que celles ayant vécu cette situation (71%) ;
- Paradoxalement, les répondants ayant été dans une situation d'indisponibilité de nourriture suffisante pour manger à leur faim au cours des douze derniers mois font le plus confiance aux FDS (79%) que ceux n'ayant pas été dans cette situation (73%).

Tableau 12 : Situation économique actuelle du pays- Nourriture insuffisante pour manger à sa faim au cours des douze derniers mois- Manque de combustible pour la cuisson des repas au cours des douze derniers mois et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

	Situation économique actuelle du pays (2015)		Nourriture insuffisante pour manger à sa faim au cours des douze derniers mois (2015)		Manque de combustible pour la cuisson des repas au cours des douze derniers mois (2015)	
	Mal	Bien	Non	Oui	Non	Oui
Confiance à l'égard des FDS						
Pas confiance	25	21	27	20	20	28
Confiance	74	79	73	79	79	71
Ne sait pas	1	0	0	1	0	1
Total	100	100	100	100	100	100

Sentiment d'insécurité et insécurité vécue

L'on s'attend toujours avant d'analyser des données sur le lien entre l'insécurité «sentie » ou

« vécue » par les populations et la confiance à l'égard des FDS, à ce que la confiance à l'égard des FDS soit positivement corrélée au fait que les individus n'aient pas ou ne vivent pas cette insécurité.

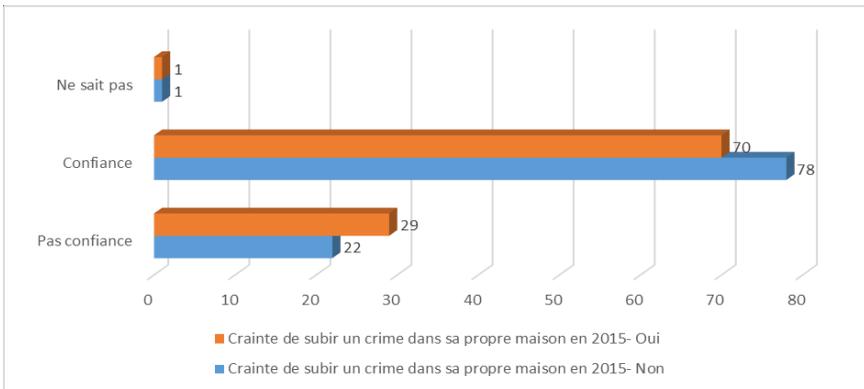
Lorsque l'on s'intéresse effectivement au lien entre sentiment d'insécurité (insécurité subjective) et insécurité vécue (insécurité objective/réelle) en utilisant les données du Round 6 des enquêtes Afrobaromètre, il ressort qu'en toute logique (mais seulement pour le cas de l'insécurité subjective), les populations qui ne craignent pas de subir un crime dans leur propre maison font le plus confiance aux FDS (78%) contre 70% pour ceux qui vivent avec la crainte de subir un crime dans leur propre maison.

Tableau 13 : Crainte de subir un crime dans sa propre maison au cours des douze derniers mois (2015) et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

		Crainte de subir un crime dans sa propre maison (2015)	
		Non	Oui
Confiance à l'égard des FDS	Pas confiance	22	29
	Confiance	78	70
	Ne sait pas	1	1
	Total	100	100

Graphique 05 : Crainte de subir un crime dans sa propre maison au cours des douze derniers mois (2015) et confiance à l'égard des FDS (en %)



Canaux de réception d'information

L'analyse du lien entre les différents canaux d'information et la confiance à l'égard des FDS a un double avantage. Elle peut permettre dans un premier temps de tester l'existence d'un lien significatif entre les deux

paramètres. Si oui, elle peut permettre dans un second temps et cela en fonction du sens du lien, d'évaluer l'image des FDS à travers les informations reçues dans les medias et/ou leurs stratégies de communication.

Un focus sur les corrélations entre canaux de réception de l'information et la confiance à l'égard des FDS montre que les personnes ne recevant pas d'information (notamment à travers la télévision, la presse écrite, internet, les réseaux sociaux) sont celles qui font le plus confiance aux FDS.

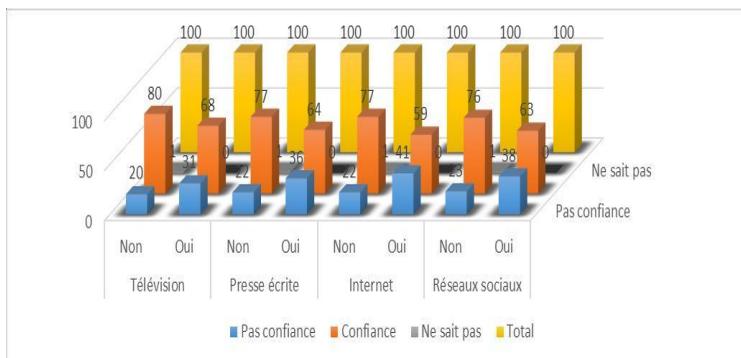
Ces résultats illustrent que l'image que les citoyens ont des FDS à travers les medias n'est pas au bon niveau et/ou que les stratégies de communication de ces FDS sont à repenser.

Tableau 14 : Réception informations (2015) et confiance à l'égard des FDS

en pourcentage

		Réception informations							
		Télévision		Presse écrite		Internet		Réseaux	
		Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Confiance à l'égard des FDS	Pas	20	31	22	36	22	41	23	38
	Confiance	80	68	77	64	77	59	76	63
	Ne sait pas	1	0	1	0	1	0	1	0
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Graphique 06 : Réception informations (2015) et confiance à l'égard des FDS



III. 2. CAUSES D'UN MANQUE DE CONFIANCE DES CITOYENS À L'ÉGARD DES FDS

Si les principales causes de l'insécurité au Burkina Faso sont selon les FDS:

- la position géographique et les effets de contamination des zones à fort niveau d'insécurité;
- le développement de l'orpaillage sauvage ;
- le développement du commerce de bétail et donc de la circulation de l'argent ;
- la Couverture insuffisante du territoire par des postes des FDS ;
- manque de moyens matériels et humains ;
- etc.

les raisons d'un manque de confiance des populations à l'égard des FDS sont à rechercher principalement dans les facteurs objectifs ou subjectifs souvent liés à l'appréciation des individus eux même : le sentiment que les FDS et les acteurs de justice sont impliqués dans des affaires de corruption ; Un déficit au niveau de la communication entre les FDS et les citoyens.

III.3. CONSÉQUENCES D'UN MANQUE DE CONFIANCE DES CITOYENS À L'ÉGARD DES FDS

Les conséquences immédiates objectives ou subjectives d'un manque de confiance des citoyens à l'égard des FDS sont entre autres : Un déficit de collaboration et donc une baisse de la force de l'Etat et des capacités des FDS à lutter contre l'insécurité; la naissance de groupe d'auto-défense avec des conséquences incontrôlées sur le respect des Droits de l'Homme.

IV. LEÇONS A RETENIR ET RECOMMANDATIONS POUR L'AMELIORATION DU NIVEAU DE CONFIANCE A L'EGARD DES FDS

IV.1. Leçons à retenir

Leçon 1 : Les enquêtes de perception sont en décalage par rapport aux avis et points de vue des experts et cela illustre que les citoyens ordinaires n'ont pas la même lecture. Aussi paradoxal que cela peut paraître, les Burkinabè font confiance aux FDS dans une large majorité bien que les différents rapports les présentent comme des acteurs corrompus et qu'une certaine « opinion publique » les présente comme des appendices du pouvoir oppressif. Ainsi, le déficit de confiance longtemps entretenu par une certaine « opinion publique » pour justifier des initiatives multiples d'auto-défense peut être relativisé au regard des statistiques y afférentes. Qualitativement, la source de ces initiatives pourrait être recherchée dans les arcanes de la tutelle politique et/ou dans la poursuite d'intérêts égoïstes des initiateurs.

Leçon 2 : Les résultats du niveau de confiance des populations à l'égard des FDS en fonction de la région et de la province mettent en lumière des paradoxes. Si l'on s'attend à ce que les populations qui vivent dans les zones à niveau d'insécurité élevé soient celles qui font le moins confiance aux FDS, l'analyse des données Afrobaromètre illustre que ce lien n'est pas toujours établi. Ainsi, les régions de l'EST et du CENTRE-NORD sont les deux premières zones les plus dangereuses au Burkina Faso en termes d'insécurité vue sous l'angle des attaques à mains armées, des agressions, des cambriolages, des vols de bétail enregistrés, mais enregistrent des niveaux de confiance à l'égard des FDS supérieurs à celui du niveau national.

Leçon 3 : la confiance à l'égard des FDS est intimement liée à celle à l'égard de la justice. Ainsi le renforcement de la confiance à l'égard des FDS passera par le renforcement de la confiance à l'égard de la justice.

Leçon 4 : Il existe une corrélation entre le sentiment que les FDS et/ou les acteurs de la justice (juges et magistrats) sont impliqués dans des affaires de corruption et la confiance à l'égard des FDS et plus les gens pensent que les acteurs de FDS et/ou les acteurs de la justice sont impliqués dans des affaires de corruption et moins ils font confiance aux FDS.

Leçon 5 : le sentiment que le gouvernement fait des efforts pour réduire la criminalité renforce la confiance à l'égard des FDS.

Leçon 6 : la proximité à un PP est corrélée à la confiance à l'égard des FDS. Si en 2015, la majorité des individus enquêtés ne se sentent pas proche d'un PP, en 2008 et 2012, les personnes qui faisaient confiance aux FDS étaient pour la majorité proche d'un PP.

Leçon 7 : Les conditions économiques difficiles notamment la sensation que la situation économique du pays est mauvaise et l'indisponibilité de combustible pour la cuisson des repas peuvent porter un frein à la confiance à l'égard des FDS. Par contre, le manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim n'empêche pas de faire plus confiance aux FDS.

Leçon 8: Les personnes faisant le plus confiance aux FDS sont celles qui ne reçoivent pas des informations à travers la télévision, la presse écrite, internet et les réseaux sociaux. En d'autres termes, les personnes recevant des informations à travers ces canaux font moins confiance aux FDS. Un problème est donc identifié au niveau de l'image des FDS véhiculée par ces médias et/ou de la stratégie de communication de ces FDS.

IV.2. Recommandations

A. Recommandations à l’Autorité politique et administrative

- mettre en place un système de communication efficace pour rassurer les citoyens sur les missions des FDS ;
- assurer un accès équitable aux services des FDS ;
- créer des conditions (lois et mesures répressives) pour une véritable dépolitisation des FDS et une désappropriation des FDS par l’autorité;
- travailler davantage pour une synergie d’actions entre les trois catégories de sécurité intérieure.

B. Recommandations aux organisations de la société civile :

- Mener des activités de sensibilisation sur les missions des FDS ;
- créer des espaces de collaboration entre les FDS et les citoyens ;
- renforcer la connaissance des citoyens en matière de droits humains.

C. Recommandations aux partis politiques :

- Développer des initiatives programmatiques sur le secteur de la sécurité ;
- encourager leurs membres à s’approprier le système de contrôle en vigueur dans la gouvernance de la sécurité ;
 - renforcer la connaissance des militants et sympathisants en matière de droits humains

D. Recommandations aux FDS :

- Assurer une meilleure compréhension de leur mission à travers des séminaires de formation continue ;

- se prêter aux initiatives d'ouverture à l'égard des populations ;
- proscrire des attitudes de réappropriation privée de la force publique;
 - mettre en place un système de communication externe au profit des populations

E. Recommandations aux populations :

- Développer une attitude citoyenne de collaboration avec les FDS ;
- se disposer à la confiance vis-à-vis des FDS pour lesquelles il est nécessaire de reconnaître le monopole de la violence légitime ;
- dénoncer les cas de violations des droits par les FDS dans une démarche de transparence en donnant les informations vraies ;
- interroger les candidats aux différentes élections sur les politiques en matière de sécurité.

CONCLUSION

Les attaques répétées de plusieurs postes de police et de gendarmerie au Burkina Faso, l'attaque terroriste du café Capuccino et de Splendide Hôtel (janvier 2016), l'avènement des « Kogleweogo » face à la montée du grand banditisme dans les villes et campagnes... ont alimenté le débat sur l'organisation et la capacité des FDS, et sur la confiance des citoyens à l'égard de ces FDS.

C'est dans cette dynamique que le CGD a commandité cette étude en vue de mesurer le niveau de confiance des citoyens envers les FDS et de discuter des causes, conséquences et recommandations visant à renforcer cette confiance.

La mesure du niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS a nécessité l'utilisation d'enquêtes d'opinion et les enquêtes Afrobaromètre qui présentent tous les avantages pour une telle mesure en coupes instantanée et temporelle. Une consultation de personnes ressources a également été faite afin d'apporter des explications techniques et plus approfondies aux résultats de l'enquête d'opinion sur les citoyens ordinaires.

Le point de vue des citoyens ordinaires illustrent clairement qu'il n'y a pas une perte de confiance des Burkinabè à l'égard des FDS. Les Burkinabè, dans une large majorité font toujours confiance aux FDS malgré que le niveau d'insécurité va croissant dans le pays et que des rapports d'études indexent les FDS comme faisant partie des plus corrompus. Mais il se présente des déficits de communication qui sont de nature à freiner cette confiance.

Des actions de communication et sensibilisation des citoyens pour l'accompagnement, la collaboration et la restitution des FDS comme les seuls acteurs constitutionnels de la lutte contre l'insécurité, en plus des mesures de renforcement des capacités matérielles et humaines des FDS devraient donc être engagées pour renforcer cette confiance des citoyens à l'égard des FDS, toute chose indispensable pour la lutte contre l'insécurité, l'incivisme, le grand banditisme et le terrorisme au Burkina Faso.

ANNEXES

ANNEXE 1: Termes de référence

Étude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique est devenue depuis quelques années un sujet de recherche en vogue et une problématique centrale pour l'Etat et la société civile. La crise politico-militaire que traversent les Etats africains du Sahel illustre à merveille l'intérêt que présente la gouvernance de la sécurité.

La raison principale de l'insécurité en Afrique est l'effondrement des systèmes de gouvernance, dû pour une large part au favoritisme et à l'utilisation abusive des instruments gouvernementaux de coercition afin d'ancrer l'exclusion politique et sociale. Au Burkina Faso, l'accroissement de la délinquance, le grand banditisme organisé, la criminalité en col blanc et la corruption qui gangrènent dangereusement l'appareil étatique, sont des défis auxquels le pays est appelé à faire face. Au-delà de ses défis internes, pour le Burkina Faso, sa position au cœur de l'Afrique de l'Ouest l'expose à de nombreuses menaces transfrontalières à savoir la corruption, le terrorisme, les prises d'otages, l'enrichissement illicite, le blanchiment d'argent, le développement des trafics de drogues et des pierres précieuses ainsi que la cybercriminalité. Relever ces défis pour le Burkina Faso c'est avant tout définir les rôles respectifs de l'Etat, du secteur de sécurité et des différents acteurs exerçant un contrôle démocratique, principalement de l'Assemblée nationale, de la justice et de la société civile. Les défis sécuritaires auxquels le pays fait face, justifient le besoin d'une gestion plus transparente, responsable et participative du secteur. C'est ainsi qu'avec

l'appui de NDI, un programme a été initié par le CGD dont l'objectif global est de promouvoir une meilleure implication de tous les acteurs politiques en général et de la société civile en particulier dans la gouvernance du secteur de la sécurité.

En vue d'accroître le niveau de connaissance sur les règles appropriées en matière de sécurité au profit des acteurs œuvrant pour la protection des droits humain , des acteurs politique et de l'ensemble des citoyens burkinabè, le CGD a commandité une **étude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité.**

2. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de la consultation est de réaliser au compte du Centre pour la Gouvernance Démocratique, une étude sur le système de répression des actes de violations des droits humains en vue de :

- dresser des statistiques sur le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS (le niveau de confiance des citoyens burkinabè et sa dynamique de 2008 à 2015 à l'égard des FDS. Le lien entre les caractéristiques des citoyens et le niveau de confiance à l'égard des FDS. Comparaison/classification des régions et provinces du Burkina Faso en fonction de la confiance accordée par les citoyens aux FDS.) ;
- Commenter et discuter le fondement théorique et/ou pratique des comportements politiques;
- Faire de recommandations en vue de leur prise en compte pour l'amélioration du niveau de confiance à l'égard des FDS.

3. MANDATS DU CONSULTANT

Pour la réalisation de cette consultation, le consultant devrait:

- proposer une esquisse méthodologique pour l'ensemble de l'étude;
- proposer un canevas de rédaction du rapport à valider par le CGD ;
- proposer un rapport provisoire à valider par le CGD ;
- intégrer les amendements en vue de la finalisation dudit rapport ;

4. RESULTATS ATTENDUS DE LA CONSULTATION

- Des statistiques sur le niveau de confiance des citoyens à l'égard des FDS sont produites ;
- le fondement théorique et/ou pratique des comportements politiques est discuté;
- des recommandations en vue de leur prise en compte pour l'amélioration du niveau de confiance à l'égard des FDS sont faites.

5. ETAPES DE LA CONSULTATION

Pour la réalisation de cette consultation, le consultant suivre les étapes suivantes:

Etape 1 : Revue documentaire et identification d'enquêtes d'opinion au Burkina Faso abordant les aspects confiance des citoyens ordinaires à l'égard des FDS

La revue documentaire portera sur les aspects suivants :

- un aperçu des FDS au Burkina Faso (historique, mission, législation, leurs rapports avec les autres acteurs etc) ;
- l'analyse du «politique» burkinabè sur les questions de sécurité en se focalisant sur les projets de sociétés des candidats aux dernières élections présidentielles (2015) ;
- indicateurs de mesure de la confiance des citoyens ordinaires à l'égard des institutions en général et aux FDS en particulier.
- identification des données/enquêtes qui permettront de mesurer et d'analyser la confiance des citoyens ordinaires à l'égard des FDS.

Etape 2 : Analyse quantitative des données

L'analyse quantitative qui se penchera sur le niveau de confiance des citoyens burkinabè et sa dynamique à l'égard des FDS, s'intéressera aussi au lien entre les caractéristiques des citoyens et le niveau de confiance à l'égard des FDS et permettra, de façon spécifique, de faire une comparaison/classification des régions et provinces du Burkina Faso en

fonction de la confiance accordée par les citoyens aux FDS.

Etape 3 : Collecte et analyse de données qualitatives auprès de personnes ressources indépendantes, d'organisations de la société civile, de partis politiques et des forces de défenses et de sécurité (FDS)

Ces données qualitatives viendront en explication et justification plus approfondies des résultats de l'analyse quantitative et tenteront de mettre en lumière les causes et les conséquences du déficit/baisse de confiance des citoyens à l'égard des FDS. Elles aideront à discuter des fondements théorique et/ou pratique des comportements politiques et à formuler des recommandations visant à améliorer/renforcer la confiance des citoyens à l'égard des FDS.

Etape 4: Elaboration des rapports (provisoire et définitif) de l'étude

L'étape 4 de la mission du consultant consistera à la rédaction du rapport provisoire qui sera soumis au commanditaire pour validation. Ses amendements seront ensuite intégrés en vue de la finalisation de ce dit rapport.

6. DUREE DE LA CONSULTATION

La durée de la consultation est de 01 mois maximum répartie de la façon suivante

Tâche	Durée
Revue documentaire	03 jours
Collecte et traitement et analyse des données quantitatives et qualitatives	14 jours
Rédaction du rapport provisoire	03 jours
Prise en compte des observations du CGD et remise du rapport final	07 jours

ANNEXE 2: Principes d'échantillonnage Afrobaromètre

Principes d'échantillonnage Afrobaromètre

Chaque enquête Afrobaromètre est basée sur un **échantillon national aléatoire** répondant aux critères suivants :

L'échantillon est conçu comme une **section transversale représentative** de tous les citoyens en âge de voter dans un pays donné. Le but est de donner à chaque citoyen adulte une chance égale et connue d'être sélectionné pour l'enquête. Cet objectif est atteint en appliquant :

- Des **méthodes de sélection aléatoire** à chaque étape de l'échantillonnage
- Un échantillonnage ayant une **probabilité proportionnelle à la taille de la population** afin de garantir dans la mesure du possible que les unités géographiques plus vastes (c.-à-d. plus peuplées) ont proportionnellement une plus grande probabilité d'être représentées dans l'échantillon.

La base d'échantillonnage inclut normalement **tous les citoyens âgés de 18 ans et plus**. La pratique standard consiste à exclure les personnes vivant dans des locaux institutionnels tels que les étudiants dans les dortoirs, les patients dans les hôpitaux et les personnes dans les prisons ou les maisons de repos. En outre, nous devons parfois exclure les personnes vivant dans les zones jugées inaccessibles pour cause de conflit ou d'insécurité. Ces exclusions seront notées dans **le rapport d'information technique** qui accompagne chaque ensemble de données.

Taille de l'échantillon et la conception

La taille de l'échantillon est généralement de **1 200 ou 2 400**. Un échantillon aléatoirement choisi de 1 200 individus permet des inférences sur les populations nationales d'adultes avec **une marge d'erreur d'échantillonnage de $\pm 2,8$ %** au seuil de confiance de 95 %. Avec une

taille d'échantillon de 2 400, la marge d'erreur est réduite à $\pm 2,0$ % au seuil de confiance de 95 %.

L'échantillon est de type aléatoire, par groupage, stratifié à plusieurs degrés. Plus précisément :

L'échantillon est tout d'abord **stratifié** selon les principales caractéristiques sociales de la population telles que le sous-secteur national (état, province, région, etc.) et le lieu de résidence (urbain ou rural). La stratification géographique réduit la probabilité que des groupes ethniques ou linguistiques distinctifs soient exclus de l'échantillon.

Occasionnellement, Afrobaromètre sur-échantillonne volontairement certaines populations politiquement significatives d'un pays pour que la taille du sous-échantillon soit suffisamment grande pour être analysable. Les sur-échantillons seront notés dans le rapport d'information technique qui accompagne chaque ensemble de données.

Degrés des échantillons

Les échantillons sont ensuite tirés en quatre ou cinq degrés :

Au premier degré : En zones rurales uniquement, le premier degré consiste à tirer des unités secondaires d'échantillonnage (SSU). Les SSU ne sont pas utilisés en zone urbaine et dans certains pays ils ne sont pas utilisés non plus en zone rurale. Se reporter au formulaire d'information technique (TIF) qui accompagne chaque ensemble de données pour plus de précision sur l'échantillon d'un pays **Au deuxième degré** : Le degré suivant consiste à tirer aléatoirement des unités primaires d'échantillonnage (PSU).

Au troisième degré : On tire aléatoirement les points de départ d'échantillon (SSP).

Au quatrième degré : Les enquêteurs tirent ensuite aléatoirement les ménages.

Au cinquième degré : Enfin, on sélectionne aléatoirement un individu répondant à l'intérieur de chaque ménage. L'enquêteur alterne

le genre des répondants de chaque ménage afin d'assurer l'équilibre entre les hommes et les femmes dans l'échantillon.

Pour maintenir les coûts et la logistique de terrain dans des limites acceptables, huit interviews sont regroupées dans chaque PSU.

La pondération

Grâce à la méthodologie d'échantillonnage utilisée, les ensembles de données Afrobaromètre peuvent être traités comme s'auto-pondérant. Cependant, depuis le Round 4 (2008-2009), les ensembles de données ont inclus des facteurs de pondération au niveau des PSU afin de tenir compte de la probabilité de sélection individuelle. Ce facteur de pondération intitulé « withinwt » est inclus en tant que dernière variable de chaque ensemble de données et doit être appliqué lors des calculs statistiques au niveau national d'un pays.

Avant le Round 4, les facteurs de pondération étaient uniquement inclus pour corriger le sur-échantillonnage de certaines régions ou populations.

Tout écart par rapport aux protocoles standards (p. ex. le regroupement de 4 interviews par PSU au lieu de 8 dans certains pays, les zones exclues de l'échantillon, le sur-échantillonnage, etc.) sera consigné dans le rapport d'information technique qui accompagne chaque ensemble de données.

De plus amples informations sur les protocoles d'échantillonnage du Round 5, notamment les détails concernant les méthodes utilisées pour chaque degré de sélection d'un échantillon, peuvent être consultées dans la section 5 du Manuel d'enquête Afrobaromètre Round 5 (en anglais).

ANNEXE 3: Guide pour la collecte de données qualitatives

Etude sur la confiance des citoyens à l'égard des forces de défense et de sécurité

Guide pour la collecte de données qualitatives

Une certaine opinion estime que les Burkinabè n'ont plus confiance aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Et pourtant les données Afrobaromètre collectées auprès d'un échantillon représentatif des citoyens ordinaires en 2015 illustrent que 75% des burkinabè font confiance aux FDS. Quels sont vos arguments sur ce constat ?

Les données Afrobaromètre montre que les personnes faisant le plus confiance aux FDS sont celles qui ne reçoivent pas des informations à travers la télévision, la presse écrite, internet et les réseaux sociaux. Quels sont vos commentaires ?

Si l'on s'attend à ce que les populations qui vivent dans les zones à niveau d'insécurité élevé soient celles qui font le moins confiance aux FDS, l'analyse des données Afrobaromètre illustrent que ce lien n'est pas toujours établi. Ainsi, les régions de l'EST et du CENTRE-NORD sont les deux premières zones les plus dangereuses au Burkina Faso en termes d'insécurité vue sous l'angle des attaques à mains armées, des agressions, des cambriolages, des vols de bétail enregistrés, mais enregistrent des niveaux de confiance à l'égard des FDS supérieurs à celui du niveau national.

Quels sont vos arguments ?

Au vu des résultats Afrobaromètre qui montrent que les citoyens font confiance aux FDS, quels (autres) arguments peuvent justifier l'émergence des Kogleweogo ?

Quels sont selon vous, les facteurs qui peuvent freiner la confiance des

citoyens à l'égard des FDS ?

Quels sont selon vous, les conséquences qui peuvent subvenir du manque de confiance des citoyens à l'égard des FDS ?

Quelles sont vos recommandations aux différents acteurs pour renforcer la confiance des citoyens à l'égard des FDS ?

Merci infiniment pour votre attention et pour avoir pris votre temps pour répondre aux questions.

ANNEXE 4: Résultats supplémentaires de l'analyse des données des enquêtes Afrobaromètre

Tableau 15 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2008

	Boucle du Mouhoun	Cascades	Centre	C-Est	C-Nord	C-Ouest	C-Sud	Est
Pas confiance	17	33	31	17	20	25	20	30
Confiance	79	60	65	73	72	73	79	57
Ne sait pas	4	8	4	10	8	2	2	14

Tableau 16 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2012

	Boucle du mouhoun Hauts-Bassins	Cascades Nord	Centre Plateau central	C-Est	C-Nord Sahel	C-Ouest Sud-Ouest	C-Sud	Est total					
Pas confiance	20	13	31	27	13	14	14	21	18	19	11	11	30
Confiance	80	88	66	64	86	77	79	75	80	80	84	86	64
Ne sait pas	0	0	4	9	1	9	7	4	2	1	5	3	54
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 17 : Région et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2015

Boucle du Nord mouhoun	Cascades Plateau		Centre Est	C-Sahel Nord	C-Sud-est Ouest	C-Bassins	C-Sud	Est	Hauts-total Ouest central					
Pas confiance	21	6	42	20	23	18	21	18	29	20	16	14	29	24
Confiance	79	94	57	80	77	82	75	81	71	77	80	85	71	76
Ne sait pas	0	0	1	0	0	0	4	1	0	2	4	1	0	1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 18 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2008

Province	Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
BAM	31	63	6	100
BANWA	18	75	8	100
BAZEGA	13	81	6	100
BOULGOU	25	65	10	100
BOULKIEMDE	18	80	3	100
COMOE	33	60	8	100
GANZOURGOU	23	53	25	100
GNAGNA	31	63	6	100
GOURMA	21	42	38	100
HOUET	38	54	9	100
IOBA	17	83	0	100
KADIOGO	31	65	4	100
KENEDOUGOU	44	44	13	100
KOMPIENGA	25	75	0	100
KOSSI	13	88	0	100
KOULPELGO	13	75	13	100
KOURITENGA	10	80	10	100
LESBALES	13	81	6	100
LOROU	13	75	13	100
MOUHOUN	19	75	6	100
NAHOURI	19	81	0	100
NAMENTENGA	10	78	13	100
NAYALA	13	88	0	100
OUBRITENGA	19	69	13	100
OULDALAN	56	38	6	100
PASSORE	47	53	0	100
PONI	38	59	3	100
SANGUIE	29	71	0	100

SANMATENGA	25	71	4	100
SENO	38	56	6	100
SISSILI	31	63	6	100
SOUM	40	50	10	100
SOUROU	25	75	0	100
TAPOA	44	50	6	100
TUY	42	54	4	100
YAGHA	38	56	6	100
YATENGA	38	60	3	100
ZIRO	33	67	0	100
ZONDOMA	50	50	0	100
ZOUNDWEOGO	25	75	0	100

Tableau 19 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2012

Province	Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
BALES	6	94	0	100
BAM	19	81	0	100
BANWA	22	78	0	100
BAZEGA	17	79	4	100
BOULGOU	29	63	8	100
BOULKIEMDE	10	85	5	100
COMOE	13	88	0	100
GANZOURGOU	9	88	3	100
GNAGNA	25	75	0	100
GOURMA	22	75	3	100
HOUET	16	80	4	100
IOBA	19	69	13	100
KADIOGO	31	66	4	100
KENEDOUGOU	4	96	0	100
KOMANDJARI	13	88	0	100
KOMPIENGA	13	75	13	100
KOSSI	19	81	0	100
KOULPELGO	19	69	13	100
KOURITENGA	28	63	9	100

KOURWEOGO	25	75	0	100
LERABA	13	88	0	100
LOROUM	25	69	6	100
MOUHOUN	22	78	0	100
NAHOURI	19	81	0	100
NAMENTENGA	0	100	0	100
NAYALA	38	63	0	100
NOUMBIEL	38	63	0	100
OUBRITENGA	6	81	13	100
ODALAN	25	75	0	100
PASSORE	17	83	0	100
PONI	34	63	3	100
SANGUIE	25	59	16	100
SANMATENGA	16	82	2	100
SENO	13	83	4	100
SISSILI	6	94	0	100
SOUM	6	91	3	100
SOUROU	19	81	0	100
TAPOA	21	71	8	100
TUY	38	63	0	100
YAGHA	13	88	0	100
YATENGA	21	79	0	100
ZIRO	13	75	13	100
ZONDOMA	13	88	0	100
ZOUNDWEOGO	6	75	19	100

Tableau 20 : Province et niveau de confiance (en %) des citoyens à l'égard des FDS : année 2015

Province	Pas confiance	Confiance	Ne sait pas	Total
BAM	31	69	0	
BANWA	13	88	0	
BAZEGA	19	81	0	
BOULGOU	20	80	0	
BOULKIEMDE	21	79	0	
COMOE	6	94	0	
GANZOURGOU	19	78	3	
GNAGNA	21	77	2	
GOURMA	18	83	0	
HOUET	35	65	0	
IOBA	31	69	0	
KADIOGO	42	57	1	
KENEDOUGOU	13	88	0	
KOMPIENGA	0	100	0	
KOSSI	28	72	0	
KOURITENGA	19	81	0	
LOROUM	29	67	4	
MOUHOUN	13	88	0	
NAHOURI	31	56	13	
NAMENTENGA	4	96	0	
OUBRITENGA	13	83	4	
OUDALAN	19	81	0	
PASSORE	9	91	0	
PONI	25	75	0	
SANGUIE	13	88	0	
SANMATENGA	28	73	0	
SENO	6	94	0	
SISSILI	13	88	0	
SOUM	15	83	2	
SOUROU	25	75	0	
TUY	23	78	0	
YATENGA	13	81	6	
ZONDOMA	38	63	0	
ZOUNDWEOGO	17	83	0	

Centre pour la Gouvernance Démocratique
Téléphone : (226) 25 37 44 96 / 76 67 32 32

Le CGD

Remercie de manière particulière le NDI et ses partenaires
dont la contribution a permis la réalisation de cet ouvrage